

Aux médias

Lausanne, 15 décembre 2017

La souveraineté alimentaire traitée au Parlement

Le 5, 7 et 15 décembre le Conseil National a débattu de l'initiative sur la souveraineté alimentaire. Malgré un débat intense lors de ces séances dédiées à l'avenir de la politique agricole et alimentaire, il semblerait que le parlement n'ait pas pris conscience de l'ampleur du problème. Notre agriculture paysanne disparaît et le système alimentaire s'industrialise. Aucun aspect de la durabilité n'est assuré. Au niveau social, les paysans et paysannes font partie des travailleurs pauvres et des candidats au burn-out tandis que les consommatrices et consommateurs accumulent les intolérances alimentaires et essaient de s'en sortir en achetant de la nourriture toujours moins chère.

Sur le plan économique, il n'y a pas un seul prix qui soit réellement rémunérateur dans les différentes filières agricoles, hormis dans la vente directe, et la pression sur les prix est permanente. Ceci alors que l'écosystème a atteint les limites supportables au niveau de l'impact des activités humaines et que l'agriculture industrielle et le système alimentaire y sont pour beaucoup. (En Suisse 30% de des émissions des gaz à effet de serre, Etude Agroscope 2017). Et ce n'est pas qu'un problème suisse, au niveau mondial aussi, l'agriculture industrielle a un impact dévastateur sur le climat. Selon le Conseiller national, Beat Glättli, « La souveraineté alimentaire est la réponse sociale et écologique aux impacts négatifs d'une industrialisation de l'agriculture. L'initiative renforce l'agriculture régionale et la vente directe et pose des limites à un libre-échange débridé » Mais le parlement joue à la politique des partis, avec le concours des lobbys d'influences, pendant que l'administration et le Conseil fédéral avec sa « Vue d'ensemble de la politique agricole » poursuivent leur agenda de libéralisation, de dérégulation et de destruction quotidienne d'une agriculture paysanne diversifiée ainsi que de centaines de milliers d'emplois au niveau du secteur primaire qui constituent pourtant la base de tout l'édifice de prospérité. Pour finir, il n'y pas eu de vote sur l'initiative au Parlement. Quant au contre-projet défendu par son auteur le socialiste Beat Jans, il a été rejeté par 126 contre 49 voix et 6 abstentions.

Si le Conseil national n'est pas capable de revoir sa position ou au moins de proposer un contre-projet substantiel, il incombera une fois de plus au peuple de sortir le monde politique de sa bulle fédérale.

Contacts presse :

Pierre-André Tombez, président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, 079 634 54 87 (f/d)
Ulrike Minkner, vice-présidente de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, 032 941 29 34 (d/f)
Charles-Bernard Bolay, président Uniterre, 079 409 14 42 (f)
Rudi Berli, secrétaire Uniterre, 078 707 78 83 (d/f)

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire a été fondée en septembre 2016, elle promeut l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Elle réunit environ 250 organisations et personnes de mouvements agricoles, ecclésiastiques et sociaux. L'initiative sera probablement votée en novembre 2018.